II - LIBYE

L'année 1975 est une année difficile, car, malgré la reprise de parole du colonel Qaddhafi, la révolution populaire et le CCR sont en crise. Des résistances se font jour devant l'application des principes idéologiques du régime, résistances qui aboutissent à une véritable crise pendant l'été, marquée par une tentative de coup d'Etat. Le dernier trimestre est pourtant celui d'une relance générale sous l'impulsion directe du colonel Qaddhafi.

I. — L'IDÉOLOGIE ET SON APPLICATION

1) Réaffirmation des intentions initiales.

En 1975, le colonel Qaddhafi sortit de son quasi mutisme et les déclarations de toutes sortes commencèrent à se multiplier. L'ARNA diffusa le 4 janvier 1975 un message du colonel adressé à l'occasion du nouvel an à un certain nombre de chefs d'Etat : « Les peuples de la terre et probablement les anges du ciel, sont épuisés par la répétition du prétendu vœu de « bonne et heureuse année ». Chacun des chefs d'Etat adresse un tel vœu à ses homologues tout en s'écartant lui-même de ce souhait par ses actes, rendant ainsi la nouvelle année mauvaise et malheureuse ». L'homélie se poursuit par l'évocation de la Bible, de l'Evangile et du Coran. Qaddhafi a dû sentir qu'on pouvait lui retourner la leçon : « il ne nous reste plus qu'à nous reprocher mutuellement nos péchés et à battre notre coulpe pour nos offenses » mais ne peut s'empêcher comme à son habitude de tirer les Saintes Ecritures dans le sens de sa politique : « renoncez à la Palestine, au Sud-Est asiatique, à l'Irlande, à l'Allemagne et aux colonies africaines ! » (1).

Mais ce qui ajoute quelque crédibilité à la sincérité de ce texte c'est qu'on apprenait le 6 janvier que le colonel Qaddhafi s'était réconcilié avec le roi Hassan II, de manière fort discrète il est vrai. Il célébrera le Mouloud à Kairouan le 24 mars et prendra des contacts pour une réconciliation avec le roi Hussein de Jordanie.

(1) Pour éviter la répétition fastidieuse de notes similaires nous indiquons nos sources principales en une seule fois : A.F.P. *Bulletin Quotidien d'Afrique* année 1975 et 76; *El Fajr el Jadid* (Tripoli) (en arabe) année 1975-76; *Maghreb Machrek* (Paris) année 1975-76.

Le 13 janvier 1975, le colonel essayait devant un envoyé du journal libanais *L'Orient - Le Jour* de se disculper de l'accusation de dictature qu'on lui fait souvent : « C'est insensé. Certes quelques officiers ont pris le pouvoir, mais ils n'ont pas instauré un régime dictatorial. Même le tribunal du peuple, que l'on présente comme un instrument de terreur, est régi par les grands principes du droit... D'ailleurs cela fait plus d'un an que le tribunal du peuple n'a jugé personne ». Nous l'avons souligné plusieurs fois dans l'AAN le Tribunal du peuple juge avec sérénité. En 1976, on a eu une nouvelle confirmation de ce fait avec la conclusion le 10 mai d'un procès commencé en 1974 : trente-cinq inculpés furent acquittés. Les dix-huit autres n'eurent que des peines de 1 à 7 ans de prison. Le roi Idriss El Senoussi, M. Abdelhamid Baccouche furent condamnés à nouveau. Béchir Hawadi, président du tribunal confirma dans une déclaration la volonté de clémence du tribunal. Mais le tribunal du peuple ne juge que les affaires concernant l'ancien régime, c'est une institution en quelque sorte marginale.

Revenons à la déclaration de Qaddhafi à *L'Orient-Le Jour* : « Au cours de cette décennie, les problèmes de l'individu libyen auront été résolus. Si je suis catégorique, c'est que j'ai un programme, avec la volonté et les moyens de le réaliser... Dans le *Livre vert*, j'énoncerai ma vision définitive d'un socialisme qui rende l'homme à la fois libre et heureux ». C'est là justement qu'est le problème. Toute une littérature existe à l'heure actuelle en France, mettant en évidence l'affinité qui existe entre l'idéologie et la dictature. Et que dire si l'idéologie veut être une vision « définitive » ?

Le 17 février, Qaddhafi déclarait devant Bruno Kreisky, président d'une délégation de l'internationale socialiste que « La Libye entend enraciner une philosophie respectant tout être rationnel ». Il faut comprendre le mot « rationnel » comme s'opposant à irrationnel, c'est-à-dire à « malade mental » et le discours de Zouara assimile les opposants à des malades mentaux (2).

Par ailleurs la Libye entend respecter les autres socialismes : « Nous voulons un socialisme universel et non un socialisme propre à une nation déterminée; ce qui ne signifie pas nécessairement que nous devons saper les divers socialismes existant déjà dans le monde ». Mais *quid* des nations qui n'ont pas choisi le socialisme ?

Là, la théorie est parfois infléchie par la nécessité stratégique et économique d'un rapprochement avec l'Europe. C'est ainsi que l'U.S.A. a organisé un colloque franco-arabe à Benghazi sous le signe conjoint de De Gaulle et Nasser. Nasser, on le sait, a dirigé la prise de conscience politique de Qaddhafi, mais on s'explique moins bien la fascination qu'exerce sur Qaddhafi le Général De Gaulle. La politique pro-arabe de France compte moins semble-t-il que l'attirance, commune aux deux chefs d'Etat, pour les grandes choses.

Ce colloque réunit environ 150 participants arabes et une cinquantaine de Français conduits par le député UDR Raymond Offroy. Le colonel Qaddhafi

(2) Le discours du 2/9/76 fera de même.

y a exposé la 3^e théorie mondiale et a invité les participants à contribuer, par le dialogue, à son élaboration et à sa mise en œuvre. Selon *Maghreb-Machrek* (n° 69), « la comparaison des deux hommes d'Etat (De Gaulle et Nasser), de leur œuvre, de leurs conceptions et de leur style n'a toutefois pas été poussée très loin ». L'idée de faire appel au dialogue international pour bâtir la troisième théorie, si elle n'est pas une clause de style, peut se révéler féconde, si les intellectuels européens savent conserver leur indépendance d'esprit, et si les Libyens veulent faire quelques concessions, ce qui ne semble pas avoir eu lieu jusqu'à présent.

2) *L'application des résolutions du II^e Congrès de l'U.S.A.*

La plus importante des recommandations de ce congrès (cf. AAN 1974) était la suppression des gouvernorats. Une loi, promulguée le 9 février 1975 par le commandant Jalloud rend cette mesure exécutoire (3). La compétence administrative des gouvernorats (et de leurs directions déléguées) passe directement aux ministères. Chaque gouvernorat éclate et les fonctionnaires devront se répartir dans neuf inspections (Education, Santé, Logement, Jeunesse et Affaires sociales, Travail, Agriculture, Communications, Finances, Economie) qui sont à créer dans les neuf ministères correspondants. Cette nouvelle structure devra « expédier les affaires concernant les citoyens par les voies les plus simples et sans difficultés administratives » (Art. 3). Aucune compétence d'aucun gouvernorat n'est transférée aux municipalités, c'est donc une conception centralisatrice à outrance qui a prévalu. Une autre loi réorganise les municipalités (baladiya). Le territoire municipal est divisé en localités (mahalla). Ces localités peuvent recevoir des municipalités-annexes (fourou' el baladiya). Les municipalités ou leurs annexes doivent être dirigées par un comité populaire (4).

Il convenait d'adapter le reste des structures libyennes à cette nouvelle loi et, en particulier, l'organisation de l'Union socialiste arabe. Un décret, pris le 3 avril 1975 (5), supprime l'échelon des congrès de gouvernorat et des comités de gouvernorat. Le congrès national fait figure de Parlement, puisqu'on lui accorde le droit de discuter les décisions du CCR présentées au Congrès. Mais le CCR est-il tenu de soumettre toutes ses décisions ? ou seulement tenu de soumettre celle qui sont citées (budget de l'Etat, question de la guerre et de la paix, traités ?). Ou encore peut-il ne présenter que ce qu'il souhaite ? Le texte arabe permet les trois interprétations (Art. 4).

En application des recommandations du II^e Congrès, le nouveau statut admet que tout arabe non libyen, résidant en Libye ou pas, pourra faire partie de l'USA. On trouve aussi la mention que « les malades mentaux » sont exclus de l'USA. Marquons enfin un aspect essentiel de cette loi qui

(3) Voir la partie *Documents* de cet AAN. Le texte de la loi a été traduit et publié par *Maghreb-Machrek* (6), 9/2/75.

(4) *JR* (20), 11/5/75 : 632.

(5) *JR* (17), 23/4/75, p. 577, dont nous avons traduit le texte pour la partie *Documents* de cet AAN.

n'apparaît pas à la simple lecture : la quasi liquidation de la révolution populaire. En effet, les congrès de base de l'USA ont pour mission de « surveiller les comités populaires et de les orienter » (Art. 4), prérogative qui n'appartenait jusqu'à présent qu'au CCR. D'autre part tous les citoyens libyens sont regroupés par l'USA qui est constituée désormais par tout le peuple.

Le colonel Qaddhafi, dans son message à la Nation du 27/4/75, présenta cette loi comme réalisant la forme la plus évoluée de démocratie qui se puisse concevoir. Il souligna que la Libye avait résolu le problème de la démocratie puisque tous les Libyens faisant partie de l'USA, tout individu pourra exercer ses droits politiques, et trouver une tribune grâce à l'USA. Il précise que le choix par le congrès populaire de son comité dirigeant ne sera pas fait par voie d'élection car l'élection est anti-démocratique, comme le démontrera le *Livre vert* à paraître. Mais que le congrès national comprendrait les délégués de tous les congrès de base, précisant ainsi une obscurité du statut.

3) *Le livre vert du Colonel Qaddhafi.*

Ce livre parut en extraits dans *El Fajr El Jadid* à la fin de l'année 1975. La doctrine du colonel Qaddhafi a été fixée en fait dès le mois d'avril comme le prouvent la loi sur l'USA et le discours du 27 avril 1975. C'est pourquoi il vaut mieux en parler dès maintenant.

La première partie critique toutes les conceptions existantes de la démocratie et les englobe toutes sous le nom de dictature. Ne nous arrêtons pas à cette amalgame. Qaddhafi rejoint dans cette partie critique des idées très contemporaines : il porte ses coups d'abord au parlementarisme en refusant les « délégués », qui, seuls actifs, seuls doués de l'immunité parlementaire, confisquent le pouvoir. Les partis ensuite : un parti n'est qu'une minorité qui usurpe le droit de parler au nom de tout le peuple. La lutte des partis est préjudiciable à l'intérêt commun et quand un parti parvient au pouvoir il n'est contrôlé que par lui-même, même en régime d'assemblée puisqu'alors ce parti est majoritaire : « La chute d'un parti et la victoire d'un autre... c'est toujours la défaite du peuple... donc la défaite de la démocratie » (p. 16 de l'édition Cujas). La classe n'est pas non plus l'instrument de la démocratie pour la même raison. La classe n'est pas le peuple quel que soit les artifices idéologiques par lesquels elle prétend l'être. Qui plus est, ceux qui parviennent au pouvoir deviennent par la force des choses les héritiers de ceux qu'ils ont remplacés. Cette partie critique en dépit de son aspect sommaire possède incontestablement un certain impact.

La deuxième partie annonce au peuple que « le problème de la démocratie est définitivement résolu » (p. 29). C'est la démocratie directe grâce à un procédé novateur : « des congrès populaires de base *choisissent* des comités dirigeants populaires pour remplacer l'administration gouvernementale ». Tous les comités dirigeants se retrouvent au *Congrès général du peuple* avec les unions syndicales ou professionnelles, qui semble-t-il — mais ce

n'est pas dit — a tout le pouvoir. Eclairons tout d'abord certains aspects non explicités et qui risquent d'être mal compris. Il s'agit d'un *choix* (ikhtiâr) et non d'une élection. C'est une sociabilité de *consensus* où les candidats doivent convaincre et rallier les opposants (qui ne s'affirment pas en tant que tels) qui doit être à la base de ce choix. Ce type de rapports politiques est assez traditionnel. Le prestige (social, économique, politique) des candidats compte beaucoup. Le système n'est peut-être pas fondamentalement anti-démocratique en Libye. Nous sommes trop habitués à lire la démocratie dans des procédures où les droits de l'opposition sont strictement garantis. Le système du consensus est peut-être le meilleur possible pour que les masses libyennes prennent en main leur destin. Ensuite la délégation en Libye n'est pas une délégation interprétative mais impérative. Les délégués ne font que rapporter les désirs du groupe, à la limite leur personnalité et leurs opinions ne comptent pas. Telle est la solution originale, universelle et définitive de la démocratie. Cette solution évacue le problème des incidences de l'économie (donc des classes) sur les formes de la vie politique : le problème est supposé résolu par le chapitre deux du *Livre vert*, à paraître.

La troisième partie du livre pose le problème de la loi. « La loi véritable d'une société est la coutume ou la religion : toute autre tentative en dehors de ces deux sources est inutile et illogique ». Aucune constitution ne peut prétendre rivaliser avec cette loi qui est naturelle et divine. « L'homme est le même en tout lieu. Sa morphologie et ses instincts sont partout les mêmes. C'est pourquoi la loi naturelle est devenue la loi logique de l'Homme. Puis vinrent les constitutions, simples lois humaines... produit de l'humeur des appareils de gouvernements » (p. 35-36). Quant à la religion « elle englobe et absorbe la coutume » (p. 37), ne comporte pas de sanctions (elles sont renvoyées au jugement dernier) sauf pour les cas où « celles-ci se révèlent absolument nécessaires pour protéger la société ». Le *Livre vert* se termine par un bref passage sur la presse où seule est qualifiée de démocratique « la presse que publie un comité populaire composé de toutes les catégories sociales » (p. 43).

Quelques remarques critiques pour terminer. Le système s'est révélé inapplicable même en Libye. D'abord pour de simples raisons mathématiques on a dû remettre en place un niveau intermédiaire entre la base et le sommet de l'USA (cf. la fin de cet article).

Ensuite la sociabilité présumée par le système (celle du *consensus*) n'a pas fonctionné puisque le CCR a éclaté : les conflits se règlent donc par élimination et non par persuasion. Qu'en est-il réellement à la base ? Enfin la délégation par mandat impératif peut-elle résoudre démocratiquement les problèmes si complexes de la société industrielle ?

En plaçant la loi religieuse comme loi d'Etat, on n'échappe pas au dilemme de Marx dans *La question juive* (à propos de l'Etat chrétien) qui s'applique avec d'autant plus de force à l'Etat musulman traditionnel que son droit est discriminatoire. Si par contre on veut faire un Etat laïc, c'est contraire à l'Islam, et ce n'est rien d'autre qu'un projet constitutionnel comme un autre que ne parvient pas à sauver les concepts de nature ou de coutume, trop contestables.

Remarquons enfin la conception descendante du temps et la négation de l'historicité de l'Homme, étonnantes, voire détonnantes en notre siècle (affirmations de l'Islam ?).

II. — RÉSISTANCES

1) Coup d'œil en arrière.

Il a toujours existé une opposition en Libye, comme dans tout pays, mais il est plus ou moins facile de savoir sa nature et son importance. En 1969, le complot d'Hawaz et Moussa, dont on ne sait toujours pas grand chose, pouvait être mis au compte d'un simple réajustement du CCR. Le complot du Fezzan était un complot contre-révolutionnaire auquel on pouvait s'attendre. Les succès politiques de l'équipe dirigeante de 1970 à 1972, sur le plan pétrolier et sur le plan de l'unité arabe conduisirent à une sorte d'unanimité. La « célébration » du régime était de règle, même si l'importance de certaines « victoires » comme l'évacuation des bases étrangères était délibérément grossie. Mais très tôt certains tiraillements étaient apparus entre le pouvoir d'une part et l'administration, les étudiants et les intellectuels d'autre part. L'élite de la nation ne se reconnaissait pas dans ce « messager venu du désert », dans ce passionné d'idéologie qu'était le colonel Qaddhafi. En 1972 commence à se faire jour une sorte de course-poursuite entre une opposition diffuse et le pouvoir qui veut la rallier par une sorte de fuite en avant idéologico-révolutionnaire ce qui ne fait que relancer l'opposition. A ce processus s'ajoutent les répercussions de la politique extérieure qui a une grande importance dans la vie politique libyenne. Et cela de par la volonté même des dirigeants qui ont accepté souvent de compenser un échec extérieur par une relance intérieure. Pourtant dans une ambiance encore calme, le C.C.R. publie une loi contre les activités de partis politiques (*hizbiya*) qui se ramène à condamner à mort les opposants au régime qui ont cherché à répandre une pensée politique contraire à l'idéologie officielle (6). Soudain, lors des obsèques des victimes de l'avion civil abattu le 21 février 1973 par les Israéliens, l'émeute éclate reniant un aspect essentiel de la politique de Qaddhafi, l'unité arabe ; et le pouvoir semble répliquer par la révolution populaire qui cherche à opposer la classe populaire à l'intelligentsia. Mais cette révolution rend définitivement impossible toute union avec l'Égypte aussi bien qu'avec la Tunisie. Des officiers opposés à la politique d'union auraient été arrêtés en 1974. Le régime ne pouvait que relancer la révolution populaire, l'USA, pour chercher à recréer une unanimité, un consensus, indispensables à la réalisation de ses objectifs.

(6) Publiée dans l'A.A.N. 72 dans la partie *Documents*, et brièvement commentée dans notre chronique p. 309.

2) *Mécontentement des étudiants.*

Au début du mois de mars furent connues les dispositions du décret du chef d'Etat major pris le 4/2/75 et fixant la période du service militaire des étudiants du 1^{er} juillet à la fin du mois d'août. Ainsi l'Etat prenait aux étudiants leurs vacances. Quant on sait que l'alcool et les boîtes de nuit sont interdits en Libye (7); que, poursuivant l'arabisation entreprise depuis 1969, la police a fait disparaître en mai la musique occidentale de chez les marchands de disques; que les diverses lois réglant les bonnes mœurs s'accompagnent de brimades et que selon l'A.F.P. « on voit souvent dans les rues des jeunes gens au crâne rasé par la police pour avoir contrevenu aux bonnes mœurs » (8), on comprend que les étudiants cherchèrent à exprimer leur opposition malgré les risques. Ne futilisons pas les motivations des étudiants quoique cette austérité imposée par l'Etat a certainement accru les rangs des mécontents. Il y a en effet des motifs plus graves: les étudiants veulent des élections libres pour leur association et la liberté d'expression et de réunion. La puissance politique publique ne peut pas laisser se développer un tel bouillon de culture, source de toutes les contagions.

Le 2 mars un petit groupe manifesta à Benghazi, devant le siège de l'USA où se tenait le colloque De Gaulle-Nasser. Au nombre d'une cinquantaine ils criaient « les étudiants sont dans les prisons ». La manifestation s'est dispersée dans le calme suivant l'AFP du 3 mars. Selon l'agence *Tunis Afrique Presse*, il y aurait eu une manifestation le 22 février contre le service militaire, suivie de 40 arrestations, opérées contre les organisateurs et contre certains groupes qui auraient affiché des placards hostiles au régime. Puis une manifestation le 3 mars s'est terminée violemment par l'intervention de l'armée qui a bouclé la zone universitaire et procédé à de nouvelles arrestations. Cette information ne contredit pas celle de l'AFP qui rapporte des événements survenus le 2 mars dans un autre quartier de la ville. Selon *Al Joumhouriya* (Le Caire) du 9 avril, il y aurait eu 1200 arrestations. Il faut, naturellement prendre ces informations avec précaution (9).

Le régime n'a bien sûr, pas été ébranlé par cette agitation. Bien plus graves ont été les événements de l'été 75.

(7) L'interdiction s'étend à tout commerce et détention d'alcool pour des musulmans. Les non-musulmans ne doivent en aucun cas leur fournir des boissons alcoolisées. Selon l'A.F.P. du 17/5/75 un américain a fait quelques jours de prison pour avoir servi de l'alcool à ses invités musulmans.

(8) Les « bonnes mœurs » sont comprises en un sens très strict depuis longtemps: un couple qui se tient par la main se fait automatiquement arrêter au moins pour vérifier qu'il s'agit d'un couple légitime... Mais les brimades sont sporadiques et isolées.

(9) Cf. la chronique sociale et culturelle de T. MONASTIRI.

III. — LA CRISE DE L'ÉTÉ (10)

1) *L'échec de la politique étrangère.*

Depuis le début de l'année la tension avec l'Égypte ne cessa de croître au fur et à mesure que les chances d'un règlement avec Israël augmentaient. La Libye s'efforça d'empêcher cette conclusion. On n'assista pas cette année à des tentatives de réconciliation comme en 1974, car l'intégrité du sol arabe était en jeu aux yeux des Libyens. Sans reprendre le détail des faits, donnons quelques exemples caractéristiques de l'escalade de ces relations.

Le 17 avril l'Égypte rejetta un mémorandum libyen où elle était accusée de s'immiscer dans les affaires intérieures libyennes et de tenter de diviser les membres du CCR (ce qui confirme la liaison qu'il y a entre la vie politique libyenne et les événements égyptiens). On en vint aux insultes de part et d'autre. Les journaux du Caire faisaient état de sévices exercés envers des Égyptiens résidents en Libye et l'agence ARNA (Tripoli) répliqua en publiant des télégrammes de soutien à la révolution du 1^{er} septembre et émanant d'Égyptiens de Benghazi. Puis la Libye décida de fortifier sa frontière. Dans *Akhbar El Youm* (Le Caire) Mustapha Amine écrivait que « pour renverser Qaddhafi, une troupe de boys-scouts suffirait ». C'était en réplique à une information libyenne selon laquelle A. El Sadate venait d'échapper à un coup d'Etat. Assurément chaque partie lançait des appels d'offres.

En avril, soixante treize notables de tribus égyptiennes accusèrent Qaddhafi d'avoir tenté de les acheter et de les armer en vue de susciter le rattachement à la Libye de la région qu'ils contrôlaient. Le 23 avril l'assemblée égyptienne délibéra pour savoir si l'Égypte devait rompre ses relations avec la Libye. Les opinions publiques étaient surexitées. On continua sur ce ton jusqu'au 27 avril où une intervention soudanaise amena un apaisement, tout relatif d'ailleurs.

En mai la visite du président Kossyguine en Libye — qui fait pendant au rapprochement américo-égyptien — aboutit à un important contrat d'armes et les Égyptiens d'accuser les Libyens de livrer leur pays aux experts et aux bases soviétiques. Ces derniers démentirent.

Mais le 4 juin les Égyptiens acceptaient la réouverture du canal de Suez, y compris aux navires israéliens. La veille, le 4 juin, le conseil de commandement de la révolution libyenne avait tenu une réunion extraordinaire « pour examiner le développement grave et dangereux de la cause arabe »

(10) Tout au long de cette troisième partie, nous serons obligés d'utiliser des informations difficilement vérifiables. Certaines semblent parfois relever de la politique-fiction. Mais elles sont caractéristiques de notre sujet et on s'en convaincra en lisant par exemple l'interview du colonel Qaddhafi au *Monde* du 1^{er} septembre 1976. De plus nous pensons qu'un récit, même bardé de conditionnels, vaut mieux que le silence, objectivité ô combien facile, à laquelle recourent la totalité de nos journaux « objectifs ».

Sur le Maghreb et le monde arabe, voir la chronique diplomatique de Bruno ETIENNE.

à la suite de la « reconnaissance par le président Anouar El Sadate d'Egypte, de l'existence d'Israël. Le CCR décida de prendre contact avec tous les pays arabes afin de s'opposer à cette « grande trahison nationale ».

2) *Un troisième complot* (11) ?

Au début de l'été, divers organes d'informations hostiles à la R.A.L., entreprirent de diffuser des « nouvelles » sur la politique libyenne. Le 22 juin *Newsweek* rapportait que le colonel Qaddhafi aurait offert 5 millions de DL. à G. Habache (FPLP) pour faire assassiner Anouar El Sadate. La source de cette information était égyptienne.

Le 2 juillet, d'après des réfugiés libyens en Egypte, 39 officiers libyens auraient été arrêtés après avoir demandé au colonel Qaddhafi de modifier sa politique contradictoire et paradoxale. Le colonel ne circulerait plus qu'entouré d'une forte escorte.

Le 26 juillet, *Al Joumhouriya* (Le Caire) annonçait qu'une tentative de coup d'état avait eu lieu en Libye. Les putschistes, menés par le commandant de la garde républicaine de Benghazi Abdel Fattah Younes, auraient échoué et auraient été arrêtés. Les casernes auraient été bouclées et un cordon de police établi autour de Tripoli. Le détonnateur aurait été un retard dans le paiement des soldes.

Le même jour on annonçait que l'Arabie séoudite avait refusé un prêt à la Libye qui se trouva dès lors dans des difficultés de trésorerie graves.

Le 5 août, *Al Joumhouriya* reprit ses informations concernant un coup d'état avorté en Libye.

A notre avis, les informations du 2 et du 26 juillet pourraient être exactes et se rapporteraient à une même tentative qui aurait eu lieu à Benghazi. Les autres sont très douteuses.

Le régime libyen aurait donc subi une première secousse, d'autant plus grave qu'elle proviendrait de l'armée, ossature du régime. Quelle en est la véritable raison ? Certes « l'appétit du pouvoir » de certains éléments de l'armée, ainsi que l'évoquera Qaddhafi le 25 octobre, est un facteur qui peut avoir joué. De même le retard dans le paiement des soldes. Mais il vaut mieux invoquer une opposition politique, le refus de la politique d'unité (cf. les émeutes de février 1973) par exemple ou peut-être un désaveu plus global de la politique de Qaddhafi. On peut en effet supposer qu'il existe en Libye, comme dans le monde arabe des conversations où le Chef de l'Etat libyen est fort malmené. La presse française se fait souvent l'écho de ces rumeurs qui font de Qaddhafi un boute-feu universel, un impulsif irresponsable... etc...

Mais y a-t-il eu vraiment une tentation de coup d'Etat en juillet ? Nous n'en savons rien.

(11) Le premier est celui d'Hawaz et Moussa. Le second est celui du Fezzan (cf. A.A.N. 1969 et A.A.N. 1970).

3) *Le complot des meilleurs amis, ou la fin du CCR.*

Le 17 août, la presse égyptienne (*Al Akhbar, Al Joumhouriya*) rapportaient qu'une tentative de coup d'Etat avait été montée par Béchir Hawadi et Omar El Mehichi, membre du CCR. L'information allait se révéler parfaitement exacte. Elle sera corroborée par les Libyens d'abord plus ou moins directement, enfin par le principal acteur, en fuite, Omar Mehichi dont nous utiliserons le témoignage, partial il est vrai, mais qui jette un jour nouveau sur l'histoire du CCR.

L'affaire commence le 8 août par une altercation violente entre Jalloud, premier ministre, qui épouse totalement les vues de Qaddhafi et Omar El Mehichi ministre du plan, à propos de l'attribution des crédits budgétaires (12) El Mehichi veut une certaine somme (80 millions de dollars semble-t-il) pour sauver divers projets agricoles de la faillite. Jalloud les destine à des opérations de sabotage dans les pays arabes. Le 10 août Omar El Mehichi prend contact (ou réunit ?) quelques membres du CCR (Béchir Hawadi, Abdel Moneim El Houni certainement, peut-être aussi Awad Hamza, Mohammed Nejm et Mokhtar Karaoui) et un bon nombre d'officiers (une trentaine). Les gens de Misurata (patrie d'Omar El Mehichi) forment le gros du mouvement. Selon Omar El Mehichi : « Nous n'avons pas à recourir à un coup d'Etat, car tous les officiers, presque tous les membres du CCR et une large majorité de Libyens ont été amenés à la conclusion qu'il fallait mettre un terme aux agissements de Qaddhafi au nom de la révolution du peuple et de la nation arabe. Nous avons décidé de lui demander de se démettre de ses fonctions dans l'intérêt de tous » (13) ... » « Nous estimions que nous représentions la légalité instaurée conformément à la proclamation constitutionnelle » (14).

Mais le colonel Qaddhafi fut prévenu par « certains esprits faibles ». Une revue koweïtienne *Al Watan* révélera (?) que c'est Anouar El Sadate lui-même qui donnera à Qaddhafi toute lumière sur ses amis, car le chef d'Etat égyptien craindrait surtout l'instauration d'une démocratie populaire communiste, ce qui n'aurait pas manqué de faire El Mehichi, accusé d'être marxiste. Ce serait la raison de l'apaisement observé dans les relations libyo-égyptiennes à partir d'août et qui en novembre, aboutiront à une véritable détente. L'information est troublante. Elle a été reprise en substance par la très sérieuse revue *Marchés Tropicaux et Méditerranéens* (15).

Le colonel Qaddhafi fit procéder à une repression du « complot ». Omar El Mehichi réussit à fuir en Tunisie et les Tunisiens refusèrent de le livrer. Béchir Hawadi fut blessé et mis en résidence surveillée. El Houni réussit à fuir, mais se fit plus discret. Une enquête fut déclenchée et diverses mesures de sécurité furent prises en Libye à la fin du mois d'août.

Le 26/8, le journal pro-libyen *Beyrouth El Massa*, publia un interview

(12) Notre récit est reconstitué. Il faut donc le mettre au conditionnel.

(13) *L'Action*, 27/3/76.

(14) *L'Action*, 3/4/76.

(15) *M.T.M.*, (1564), 31/10/75, p. 3181.

d'Abou Bakr Younes, membres du CCR et chef d'Etat major de l'armée libyenne, où il déclarait : « Nous savions que le commandant Mehichi avait commencé à regrouper certains officiers de Misurata » et où il accusait El Mehichi d'être marxiste et d'endoctriner des officiers et des étudiants.

Mais un communiqué libyen démentit laconiquement la nouvelle. En fait, des slogans (« l'épuration est nécessaire » ou « il n'est pas important que quelques-uns tombent en route ») commençaient à fleurir en Libye, prouvant bien que la nouvelle était exacte. Certains édifices publics, la radio notamment, furent solidement gardés. Les discours du 2 septembre et du 25 octobre confirmèrent encore que le régime avait subi un assaut grave. Le démenti libyen s'expliquerait par le fait que des négociations avaient lieu avec El Mehichi. Ce dernier aurait refusé absolument de retourner en Libye.

4) *Les révélations d'El Mehichi sur les relations entre le CCR et le colonel Qaddhafi et la situation libyenne en 1975.*

Il est toujours délicat d'utiliser un témoignage partial puisqu'on risque de se laisser circonvenir par sa source. Mais en l'absence d'informations suffisantes de la part des organes officiels libyens sur la vie du CCR, on ne pouvait pas laisser ce témoignage embarrassant. Mais comment distinguer le vrai du faux ? Nous y avons renoncé et nous donnerons un simple résumé des accusations d'El Mehichi, en éliminant les insultes. Le lecteur curieux peut toujours retrouver l'ensemble dans *l'Action* de fin mars et début avril 76. La réponse libyenne à ces accusations a été portée par avance par le colonel Qaddhafi dans le discours du 25 octobre que nous résumerons un peu plus loin.

Selon El Mehichi, Qaddhafi n'avait nullement l'intention de créer un CCR, mais de gouverner seul. Ce n'est qu'en janvier 1970, profitant de sa maladie (l'appendicite), que onze officiers se firent connaître comme membre du CCR. Le CCR ne fonctionnera jamais correctement selon El Mehichi (16).

El Mehichi présente tous les actes de Qaddhafi, sur le plan intérieur comme visant à déposséder le CCR et les ministres de toute autorité. Ce serait la principale raison de ses fausses sorties (dues à l'opposition du CCR et des ministres), de la révolution populaire (manipulée par les hommes de sa tribu et la police), etc... Les Ministres et les membres du CCR seraient considérés comme quantité négligeable par Qaddhafi, au point qu'il les menace de prison et qu'il interdit que leur nom paraisse dans les journaux. Certaines décisions importantes sont signées au nom du CCR, alors que personne n'en a été informé (17). Le CCR n'aurait pas réuni depuis deux ans (18).

(16) Contrairement à ce que tous les observateurs, nous compris, avions cru; comme nous avons cru aussi que Jalloud était l'anti-leader; en fait c'était El Mehichi qui n'hésitait pas, même en mission à l'étranger, à se désolidariser d'avec Qaddhafi et à le critiquer devant les autres chefs d'Etat (Nasser notamment).

(17) Anouar El Sadate, dans une interview à la Revue *Siassa* (Koweït) reprendra la même accusation.

(18) Ce qui semble faux puisqu'il s'est réuni au moins le 4 juin 1975. A partir du mois

Ensuite selon El Mehichi, Qaddhafi n'aurait aucune connaissance technique sur le pétrole et les questions économiques et comme tout dépend de lui, il s'ensuivrait des erreurs techniques, des improvisations qui nuisent en définitive à l'essor économique de la Libye. Le plus grave est que de fortes sommes seraient consacrées à des opérations de commando, Qaddhafi cherchant à envenimer tous les différends entre Arabes pour préparer sa voie.

Enfin selon El Mehichi le régime de Qaddhafi se serait aliéné la quasi totalité de la Libye : « La contestation est devenue générale ». Ce serait la raison pour laquelle le chef de l'Etat ne peut plus placer sa confiance qu'en des personnes de sa tribu. Les officiers de l'armée auraient été remplacés par les gens de Syrte (patrie de Qaddhafi). La répression, les arrestations arbitraires, la torture seraient devenues choses courantes. Qaddhafi aurait, par son idéologie, procédé à une falsification du langage et des symboles démocratiques et socialistes pour couvrir une réalité totalement différente... etc..

Quoiqu'il en soit de ce règlement de compte verbal, au congrès de janvier 1976 il n'y avait, sur les onze membres du CCR, que quatre présents : Mustapha Kharroubi, Abdessalam Jalloud, Abu Bakr Younès et Khoueldi El Hamidi. L'année 1975 est bien celle de la fin du CCR.

IV. — RELANCES

1) *Création d'une cour de sûreté de la révolution.*

Après ces événements une loi (19) fut promulguée le 26 août, créant une cour (*niâba*) de sûreté de la révolution à Tripoli. Le ministre de la justice peut en créer des annexes dans le territoire libyen (Art. 1). Cette cour juge les délits concernant la trahison sur la base de deux lois (Art. 3) qui sont : la loi contre les activités de parti politique (*hizbiya*) et la loi du 17 août 1975 modifiant le code pénal et dont les articles proprement politiques (Art. 204 et suivants) sont rédigés de manière à permettre le plus largement possible l'inculpation des opposants à la ligne officielle libyenne (cf. Doc.).

2) *Le discours du 1^{er} septembre.*

Dans ce discours le colonel Qaddhafi s'en prit aux « éléments opposants fascistes ». Et, au nom de la révolution du premier septembre, déclara qu'il faut « barrer la route à tous les opposants, aux détracteurs et aux éléments guidés par l'appétit du pouvoir » surtout dans la phase transitoire

de septembre on annoncera plusieurs fois des réunions du CCR et du conseil des ministres. Cf. *chronologie*. A noter aussi que le fonctionnement du CCR a fait l'objet d'une loi (cf. *Legisl.*) et qu'il existe depuis le 11 juillet un ministre chargé des affaires du CCR (Cf. *Doc.*).

(19) *JR* (51), 12/10/75, 1624. Cf. *Legisl.*

de la révolution qui « durera au moins dix ans »... « Dans l'application de la démocratie — il n'y a pas de place pour les gens superficiels qui ont aucune qualité pour diriger des assemblées et des comités populaires. Nos rangs doivent être continuellement assainis. Aucun malade, aucun envieux n'a sa place dans le commandement populaire, ils doivent être soignés dans les hôpitaux... Il faut une épuration dans les assemblées. Il existe aussi des officiers traîtres » ... Le colonel déclara qu'il n'était pas hostile *a priori* à la critique : « la critique, qui veut la réalisation de transformation révolutionnaire réunies, est une critique bienvenue. Quand aux critiques tactitiennes elles seront interdites et rejetées parce que destructrices. Il en sera de même de l'opposition » lit-on dans le discours du 12 septembre. Mais comment distinguer les bonnes critiques des mauvaises ? Les bonnes interprétations des interprétations tactitiennes ?

3) *Trois lois socialistes libyennes.*

Elles parurent simultanément le 3 septembre et visent à briser la spéculation et l'inflation.

La première annule les contrats de vente de terrain passés par le gouvernement après le 25 avril 1971, sauf s'il a été bâti une maison d'habitation personnelle. Tout ce qui est construit avec des crédits publics et sous-loué sera récupéré et distribué. La spéculation sur les immeubles avait atteint un point scandaleux et cette loi était nécessaire. La seconde nationalise pratiquement les agences commerciales d'importation d'automobiles. Elles constituaient en effet une importante source d'évasion des réserves de devises de la Libye — qui ont diminué de moitié pendant le 1^{er} semestre 1974. La troisième loi empêche les étrangers d'ouvrir les sociétés d'importation de fournitures pour le compte de l'Etat. Des offices publics seront créés spécialement pour ce travail.

4) *Nouveaux discours.*

Les thèmes du discours du 2 septembre seront repris plusieurs fois par le colonel Qaddhafi en différentes occasions; diverses marches triomphales furent organisées dans le pays vers le siège du CCR, ou vers d'autres points de rassemblement.

Le 25 septembre, le chef de l'Etat déclarait que « c'est le peuple qui décide et qui a tout le pouvoir dans sa main » ... « le peuple doit prouver à chacun dans l'avenir qu'il n'est pas trompé par des communiqués trafiqués et fallacieux, car il sait désormais ce qu'est la liberté et ce qu'est la révolution » ... « il n'y aura pas de représentants du peuple, la représentation est une imposture... ».

Le 7 octobre : « la grande révolution du 1/9/69 est une bataille décisive et définitive dans le combat sanglant de la guerre sainte (malhama el jihad) qui dure depuis des années » ... « Nous nous rencontrerons en janvier dans

un congrès général pour faire le bilan de l'année et pour préparer la politique de l'année suivante... » ... « Nous ne laisserons pas un malade conduire les masses, ou l'armée ou les unions d'étudiants, de paysans ou d'ouvriers » ... « Il faut que le tribalisme baisse, car les luttes tribales et l'esprit de clan corrompent l'expérience démocratique ».

Le 25 octobre, le colonel dénonça, à mots couverts une tentative de coup d'Etat. Il commença par justifier son action dans la nuit du premier septembre en insistant sur le fait qu'il n'avait pas en tête de faire un coup d'Etat personnel : « Moi personnellement je m'appuyais sur vous » (le peuple). Il dénonce ensuite, sans les nommer, « des gens qui étaient avec lui cette nuit là, qui ignorent le peuple, parce qu'ils ne sont pas du peuple,... Ils ne sont pas libyens... ils ne sont pas arabes ». Qaddhafi lui, se savait l'avant garde du peuple et s'il avait échoué le peuple aurait marché comme un seul homme contre l'Ancien Régime. Les autres non. Arrive une phrase capitale : « s'ils avaient su que vous étiez derrière eux (c'est-à-dire s'ils avaient été dans le même état d'esprit que moi) ; ils ne se seraient pas rassemblés et n'auraient pas pensé à occuper (21) il semble en effet qu'ils ne sont pas des nôtres : la raison en est qu'ils ont pensé à chasser la révolution et à monter un coup d'Etat contre la révolution du premier septembre ». C'est donc bien un compagnon de la nuit du premier septembre, qui est dénoncé pour une tentative de coup d'Etat.

Le colonel Qaddhafi poursuit dénonçant comme mystificateur (dajjâl : charlatan) celui qui pense que « s'il réunit n'importe qui, même des gens de sa tribu, il peut gouverner le peuple libyen par la radio ». Celui qui pense ainsi « c'est l'homme qui s'appuie sur les armes... c'est ça, la manière fasciste... le résultat d'une pensée malade ».

Puis le colonel justifie le silence des autorités : « la trahison a eu lieu et elle a pris fin sans avis officiel... Mais vous, vous êtes mis en mouvement de toutes les vallées, villages, villes... parce que vous avez entendu et senti qu'il y a quelqu'un qui veut confisquer la révolution ». D'où le colonel conclut que devant la vigilance du peuple, sa force (n'a t-il pas écrasé l'Italie fascite, l'Etat le plus puissant du monde ?), un retour en arrière est impossible, ni par la force, ni par la ruse.

Le colonel continue en citant les tribus une à une, en rappelant pour certaines d'entre elles les batailles du passé, en rejetant sur El Mehichi (sans le nommer) les retards et les erreurs dans les programmes agricoles, enfin en louant le peuple des tribus : « vous n'avez pas d'eau, pas d'électricité, pas de villes, mais vous n'êtes pas venu pour vous plaindre, vous êtes venu défendre la dignité de votre pays, en colère du fait que des êtres insignifiants veulent vous diriger... vous êtes venu demander sa condamnation à mort... ».

Le colonel termina en promettant une nouvelle fois que des armes seront distribuées au peuple.

(21) A cet endroit la phrase arabe est comme interrompue. Peut-être Qaddhafi s'est-il arrêté, comme s'il avait trop parlé.

Ce que l'on observerait maintenant dans la société libyenne c'est une opposition ville-campagne. Cette idée vient s'ajouter à la longue série des interprétations possibles (opposition des classes moyennes et supérieures aux classes populaires; opposition de la tendance pro-maghrébine et de la tendance pro-orientale; opposition arabe et berbère; opposition de la tendance libérale à la tendance musulmane intégriste; opposition des partisans de la construction nationale et des partisans de l'unité arabe; opposition de la violence d'Etat à la plèbe...) Notre chronique, c'est son rôle, ne peut être qu'un catalogue de questions posées à la chronologie, et ne peut offrir, si près de l'événement, une doctrine.

Il faut remarquer cependant, en faveur de l'interprétation tribale, la multiplication des rassemblements de tribus dans le désert ou après une marche sur les villes et que les discours du colonel célèbrent constamment les batailles contre le « fascisme italien », c'est-à-dire les guerres de résistance de 1912 à 1934, conduites essentiellement par les tribus.

5) *La préparation du III^e Congrès de l'USA.*

Le 9 novembre l'USA publia un communiqué ouvrant les inscriptions pour les candidatures aux comités dirigeants de l'USA. Les associations et organisations qui encadrent les catégories sociales libyennes devaient présenter des candidats, les « meilleurs d'entre leurs rangs ».

Le 10 il apparaissait que les candidats étaient trop nombreux. Certains comités avaient déjà 106 candidats le 9 au soir; il y en avait 310 à Misurata ! De plus certains congrès de base comportaient 15 000 membres, d'autres 2 000, d'où l'inégalité de la représentation. La révolution libyenne découvrait que les pauvres petits problèmes de la représentation parlementaire, des circonscriptions électorales ne sont pas si futiles. De plus, en la circonstance, les procédures étaient mal définies. Autant qu'on a pu le savoir, les candidats étaient choisis à l'issue d'assemblées générales, ce qui a favorisé sans aucun doute la tendance dure, celle de Qaddhafi.

Le 13 novembre 1975 un nouveau statut de l'USA était promulgué (cf. Doc.). De nouveau trois niveaux sont institués : à la base, les unités de bases sur le territoire de la subdivision de la commune (*furu' el baladiya*) et le comité (dirigeant) est fixé à dix membres. Ces dix membres, joint aux membres des autres comités doivent former le congrès populaire de la ville. Ce congrès choisit un comité de sept membres, dont un secrétaire et deux adjoints. Ces derniers seront membres (automatiquement semble-t-il) du congrès général. Le système pyramidal était rétabli par la force des choses.

Le 18 novembre les Libyens, réunis dans chaque congrès de base ont choisi 1 040 membres de comités de base — sur un total de 13 000 candidats. Le 27 novembre, les 3 et 4 décembre ont été élus les secrétaires et les secrétaires adjoints de ces comités de base. Le III^e congrès a été convoqué pour le 5 janvier à Tripoli.

6) *La deuxième relance de la révolution populaire* (décembre 1975.)

La première relance avait eu lieu en septembre 1974. Dirigée par le CCR, elle semble avoir été faite un peu contre Qaddhafi, quoique rien ne soit bien certain (Cf. AAN 1974). Cette année, le CCR (réduit) relança la révolution populaire par un communiqué, reproduit dans *El Fajr El Jadid* du 11 décembre. La doctrine de Qaddhafi était définitivement fixée : « l'expérience démocratique populaire qu'ont faite les masses sur le sol de la grande Révolution du premier septembre s'appuie sur deux piliers : le contrôle populaire et l'administration populaire ». Ce qui signifie que l'USA reçoit définitivement sa mission de surveillance et de contrôle sur l'ensemble de la révolution populaire. La procédure de cette nouvelle relance était simple : « La marche directe ». C'est-à-dire que les masses ont marché sur les administrations locales et ont placé, à l'issue d'assemblées générales, de nouveaux fonctionnaires. Le CCR précisa que les nouveaux élus resteraient en poste trois ans, prévenant ainsi tout renversement de tendance. La tendance qui a dominé cette relance est sans aucun doute, la tendance Qaddhafi. Car comment les opposants, même modérés auraient-ils pu se manifester dans l'ambiance de la fin de l'année et sans appui de la frange du CCR de l'administration et de l'USA qui leur était favorable ?

*

**

Avec la disparition de la majorité du CCR, l'année 1975 constitue sans nul doute un nouveau tournant dans la vie politique libyenne et un tournant bien plus important que celui de 1973 (la révolution populaire). Mais le durcissement du régime que l'on a constaté en 1972 et en 1975 pourrait bien annoncer, en 1976 comme en 1973 un « desserrement », une relance d'un style nouveau — réussie peut-être cette fois. Les événements de 1976 semblent confirmer cette interprétation.

Hervé BLEUCHOT
CRESM